



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE

Direction Générale :

12, Cours Louis Lumière – 94300 VINCENNES

Direction Générale Déléguée Ressources – Direction des Finances - Service Commande Publique

Site de Saint-Benoît - 5, rue Saint Thibault– 78610 AUFFARGIS

Téléphone : 01.30.46.60.00 – Télécopie : 01.30.46.60.60

OBJET DE LA CONSULTATION :

2025-11

SURVEILLANCE DCSMM DES ESPECES NON INDIGENES MARINES : ECHANTILLONNAGE ET IDENTIFICATION DES COMMUNAUTES BENTHIQUES ET ZOOPLANCTONIQUES

30 LOTS

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

CONCLU SELON LA PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Selon les dispositions législatives et réglementaires du code la commande publique entré en vigueur le 1er avril 2019

(Articles L2124-1 et L2124-2 ainsi que R2124-1 à R2161-5)

SOMMAIRE

1	PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT	3
2	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
3	PROCEDURE ET PASSATION	3
4	FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	3
5	ALLOTISSEMENT	4
6	MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	4
7	DUREE ET LIEUX D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	4
7.1	DUREE	4
7.2	LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
8	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
9	PRESTATIONS ATTENDUES	5
10	ROLE DE PILOTAGE DE L'OFB	5
11	DEVOLUTION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDES	5
11.1	PASSATION DES COMMANDES	5
11.2	FORME ET CONTENU DES PRIX	5
11.3	ÉVOLUTION DU PRIX	6
11.3.1	<i>Mois d'établissement des prix</i>	6
11.3.2	<i>Modalités de révision des prix</i>	6
11.3.3	<i>Clause de sauvegarde</i>	6
12	OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES	7
12.1	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
12.1.1	<i>Obligation de résultat</i>	7
12.1.2	<i>Obligation d'information et de conseil</i>	7
12.1.3	<i>Remplacement d'un interlocuteur</i>	7
12.2	OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR	8
13	MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION	8
13.1	PAIEMENT	8
13.2	AVANCE	9
13.3	MODALITES DE FACTURATION	9
14	PENALITES	10
14.1	CALCUL DES PENALITES	10
14.2	PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	10
14.3	AUTRES PENALITES	11
14.4	PLAFONNEMENT DES PENALITES	11
15	SOUS-TRAITANCE	11
16	CLAUDE DE CONFIDENTIALITE	12
16.1	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	12
16.2	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12
17	PROPRIETE INTELLECTUELLE	12
18	RESILIATION	12
19	ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES	13
20	ASSURANCES	13
21	EVOLUTION DE LA SOCIETE REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	13
22	LITIGES	14
23	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	14
ANNEXE 1		15

1 PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

L'OFB est un établissement public de l'État à caractère administratif, créé par la loi sur la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages n°2016-1087 du 8 août 2016 et le décret d'application n°2016-1842 du 26 décembre 2016, sous tutelle du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.

L'OFB exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins. Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public et mobilise également les citoyens autour d'actions en faveur de la biodiversité.

2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Dans le cadre de la Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin (DCSMM – [2008/56/CE](#)), l'OFB (DSUED – PatriNat) est mandaté pour mettre en œuvre la surveillance des Espèces marines Non Indigènes (ENI) dans les eaux de la métropole, qui constitue l'objet du présent marché.

Il est demandé de suivre les ENI dans 33 sites dits points chauds d'introduction, le long des quatre sous-régions marines métropolitaines, réparties en 30 lots, détaillés en annexe.

Il s'agit d'échantillonner les communautés zooplanctoniques et benthiques des substrats meubles et durs (sur certains points chauds) puis de les identifier et de les dénombrer afin d'obtenir les données nécessaires à l'évaluation de l'état écologique pour le descripteur 2 ENI de la DCSMM.

Les prestataires seront en charge de formater et transmettre les données pour une bancarisation dans le SINP par PatriNat et de fournir deux livrables lorsqu'ils sont en charge de l'échantillonnage et de l'analyse ou un livrable lorsqu'ils sont en charge de l'analyse des échantillons uniquement : le livrable L1 suite à l'échantillonnage et le livrable L2 fournissant la totalité des résultats. Le détail des attendus des livrables L1 et L2 est donné dans les trois CCTP.

Les prestations attendues sont explicitées dans les trois (3) Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP), regroupant respectivement 10 lots chacun :

- CCTP1 : échantillonnage et identification des communautés macrobenthiques de faune et de flore des substrats meubles,
- CCTP2 : échantillonnage et identification des communautés benthiques des substrats durs,
- CCTP3 : échantillonnage et identification des communautés zooplanctoniques.

La classification principale, conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), est:

- ⇒ 71351920 : Services d'océanographie et d'hydrologie
 - Class. Complémentaire : 71620000 : Services d'analyses

3 PROCEDURE ET PASSATION

La présente consultation est une procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des articles L2124-1 et L2124-2 ainsi que R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du CCP¹.

4 FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Conformément aux dispositions des articles R2162-4, R2162-13 et R2162-14 du CCP, la consultation porte sur un accord-cadre s'exécutant au fur et à mesure de l'émission de bons de commande sur la base du Bordereau des Prix Unitaires (un par lot).

¹ CCP = Code de la Commande Publique du 1^{er}/04/2019

Chaque bon de commande peut être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre.

Il est conclu avec un seul opérateur économique (candidat se présentant seul ou en groupement d'entreprises), pour chacun des lots

5 ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre à bons de commande est alloté en 30 (trente) lots géographiques distincts (Cf. tableau récapitulatif page suivante).

Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire.

6 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est passé sans montant minimum mais avec un montant maximum de commandes s'élevant à 804 000 € HT tous lots et toutes périodes confondus. Le détail de la répartition financière est en annexe 1 du présent document.

7 DUREE ET LIEUX D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

7.1 Durée

Chaque accord-cadre est conclu pour une durée de **douze (12) mois ferme** à compter de sa date de notification.

Chaque accord-cadre pourra être reconduit tacitement **trois (3) fois**, pour une même période de douze (12) mois.

Soit une durée maximale de 48 mois.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique, en cas de silence du pouvoir adjudicateur, le présent marché sera reconduit automatiquement. La reconduction est tacite.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le marché, par la voie d'un courrier recommandé avec avis de réception, un (1) mois avant sa date anniversaire (**date de notification**).

7.2 Lieu d'exécution des prestations

Il faut se référer à la situation géographique de chaque lot.

8 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement et son annexe financière, le Bordereau de Prix Unitaire (BPU) – Un par lot ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) – Commun à tous les lots ;
- 3 Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) :
 - o CCTP1 : échantillonnage et identification des communautés macrobenthiques de faune et de flore des substrats meubles,
 - o CCTP2 : échantillonnage et identification des communautés benthiques des substrats durs,
 - o CCTP3 : échantillonnage et identification des communautés zooplanctoniques.
- le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le mémoire technique ;

- la note relative la démarche écoresponsable et sociale de l'entreprise en lien direct avec les prestations demandées ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché ;

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du présent cahier des clauses particulières ou CCAG-FCS.

9 PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues sont décrites dans les 3 (trois) CCTP énumérés ci-dessus.

10 ROLE DE PILOTAGE DE L'OFB

L'OFB a un rôle de pilotage et de coordination pendant toute la durée du marché. Les titulaires des lots désignent à cet effet, un interlocuteur unique par lot.

Une fois retenu, le titulaire du lot sera en contact avec le responsable national du marché. Des réunions d'échanges seront organisées au cours de l'année.

À tout moment de l'exécution du marché, le prestataire est incité à échanger avec le responsable du suivi de l'exécution du marché. Il est notamment tenu de l'informer dans les plus brefs délais et par tout moyen écrit approprié, de toute modification dans les domaines susceptibles d'affecter les conditions de réalisation des échantillonnages, la qualité des données produites ou de toute autre difficulté impactant la prestation.

11 DEVOLUTION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDES

11.1 Passation des commandes

Pour l'ensemble des lots l'accord cadre s'exécute au moyen de bons de commande notifiés au titulaire de chaque lot sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires.

Chaque bon de commande comporte notamment les renseignements suivants :

- le numéro du marché ;
- le numéro du lot ;
- le nom et le numéro de la direction, du service qui commande ;
- les coordonnées de la personne qui commande ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation des prestations ;
- les quantités commandées ;
- le prix inscrit dans le BPU ;
- la désignation du (ou des) destinataire des produits (nom et numéro du service, nom du destinataire) ;
- le lieu livraison (adresse, étage, n° de pièce le cas échéant) ;
- la date de livraison ou délai contractuel (par exemple : 72h à compter de la notification du bon de commande) ;
- l'adresse de facturation.

Chaque bon de commande peut être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Chaque bon de commande est adressé par courrier électronique ou courrier postal.

Dans ce dernier cas, le titulaire vérifie que toute demande arrivant par courrier est bien une 1^{ère} demande et non une confirmation d'un courrier électronique.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont celles habilitées par direction ou entité de l'OFB.

11.2 Forme et contenu des prix

L'accord-cadre est conclu à prix unitaire, en euros hors taxes, nets remisés.

Pour chaque lot, les prix sont fixés dans l'annexe financière (B.P.U) de l'acte d'engagement.

Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement délivrées sans dégressivité, ni progressivité.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison (livraison en 1 point en France métropolitaine), ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

11.3 Évolution du prix

11.3.1 Mois d'établissement des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques de l'indice correspondant à la date de remise des offres.

11.3.2 Modalités de révision des prix

Les prix sont fermes pour la première année à compter de la date de notification du marché. À l'issue de cette première année, une révision des prix peut être effectuée.

Pour chaque lot, le titulaire s'engage à notifier l'administration contractante par courriel, en s'assurant de la bonne réception à l'adresse : marches.publics@ofb.gouv.fr

La formule de révision des prix à utiliser est la suivante : $P = Po (I/Io)$,

P : Prix révisé,

Po : Prix initial figurant dans l'acte d'engagement,

I : Indice de révision des prix le plus récent publié,

Io : Indice de prix SYNTEC du mois M0 (mois d'établissement du prix, date limite de remise des offres).

L'indice utilisé est l'indice « Le Moniteur » de référence : Indice SYNTEC - Autres salaires et honoraires (sociétés assujetties à la TVA).

La demande de révision doit être faite par écrit et IMPÉRATIVEMENT accompagnée du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) révisé, daté et signé, en se basant sur le BPU initial.

Ce BPU révisé doit inclure les éléments suivants :

- Le titre « BPU RÉVISÉ ANNÉE 20XX »,
- La formule de révision employée,
- Les indices associés et leurs mois de référence,
- Le coefficient multiplicateur (CM) utilisé pour calculer le prix révisé,
- La source documentaire des indices utilisés (par exemple, si le site de la fédération SYNTEC est utilisé, précisez l'URL dans le BPU ; s'il s'agit d'une source payante, joignez des captures d'écran en fichier annexe),
- Les prix révisés intégrés dans le BPU.

En cas de variation de l'indice à la baisse, le titulaire ne peut refuser une demande de révision des prix de la part de l'OFB. La révision s'applique aussi bien à la baisse qu'à la hausse.

Les nouveaux tarifs doivent être envoyés au moins 30 jours avant la date prévue pour la révision. À défaut d'envoi dans ce délai, la demande de révision sera reportée à la prochaine échéance ou au prochain bon de commande.

Le pouvoir adjudicateur doit accuser réception de la demande dans un délai de 3 jours ouvrés suivant sa réception par courriel, et valider la révision dans un délai de 10 jours ouvrés après réception.

11.3.3 Clause de sauvegarde

Si l'évolution annuelle est supérieure à 5%, l'OFB se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité, dans les conditions prévues à l'article 19 du présent document.

12 OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

12.1 Obligations du titulaire

12.1.1 Obligation de résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Cette obligation porte notamment sur les différents livrables des prestations attendues.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions détaillées par le cahier des clauses techniques particulières.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leur régularisation.

12.1.2 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

A ce titre, le titulaire doit :

- donner à l'établissement les préconisations détaillées de l'environnement nécessaire à la mise en œuvre de l'accord-cadre et s'assurer en temps utile de sa conformité ;
- conseiller l'établissement sur tout choix ou toute demande effectuée(e), dont il aurait connaissance et qui pourrait affecter les objectifs de l'accord-cadre ou avoir une incidence sur ses conditions de réalisation ;
- alerter de manière motivée l'établissement sur tout événement dont le mandataire a connaissance, pouvant affecter les engagements visés par le présent accord cadre, y compris si cet événement est imputable à l'établissement, qui peut avoir un impact sur celui-ci ;
- tenir l'établissement informé de toute évolution ou incident dont il aurait connaissance dans le cadre du marché, qui pourrait en affecter l'intérêt général en proposant toute solution appropriée ;
- signaler dans tous les documents ou informations techniques qui lui seront communiqués par l'établissement dans le cadre de l'exécution du marché subséquent, les incohérences, anomalies ou oublis, qui lui paraissent affecter le marché.

Le titulaire formule par écrit les recommandations et informations qu'il est tenu de fournir. Les titulaires devront faire connaître au pouvoir adjudicateur dès notification de l'accord-cadre les coordonnées de l'interlocuteur unique. En cas de défaillance de l'interlocuteur unique, celui-ci devra être remplacé dans un délai de huit (8) jours sous réserve de l'acceptation du pouvoir adjudicateur.

12.1.3 Remplacement d'un interlocuteur

Le titulaire met à disposition de l'OFB une équipe dédiée, présentée dans son mémoire technique.

En cas de changement d'un des intervenants dont la présence est indiquée dans la réponse à l'accord cadre, le titulaire doit en avertir le référent OFB qui suit l'exécution des prestations, par lettre recommandée avec avis de réception, et lui présenter le profil du nouvel intervenant.

Les coordonnées de ce référent « métier » vous sont communiqués au moment de la notification du marché.

Le personnel intervenant en remplacement dispose d'un niveau identique ou supérieur au personnel intervenant habituellement, qu'il s'agisse de remplacements planifiés (congés) ou de remplacement non planifiés (incapacité de travail).

Le remplaçant proposé est considéré comme accepté si l'OFB ne le récuse pas dans un délai de huit jours calendaires à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Le remplacement d'intervenants ne modifie pas les échéances inscrites au calendrier et la date de référence servant au calcul des pénalités.

Le personnel du titulaire doit être à effectif constant, à charge pour le prestataire de pourvoir au remplacement des absents. Ce remplacement doit se faire sans délai par du personnel de qualification égale ou supérieure à celle du personnel affecté. Toutefois, l'OFB se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas au profil souhaité.

Le remplacement d'une personne de l'équipe par une autre doit faire l'objet :

- d'une présentation à l'OFB à l'avance ;
- d'une période de recouvrement de 8 jours minimum entre les deux personnes pour le transfert de connaissances (aux frais du titulaire).

L'OFB ne peut récuser le remplaçant que pour non-conformité au profil initialement proposé et accepté. En cas de récusation, le titulaire dispose à nouveau de cinq jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne responsable du marché.

Cette procédure de remplacement n'est pas applicable en cas de survenance d'un événement de force majeure, c'est à dire un événement imprévisible, irrésistible et indépendant de la volonté des parties.

Pendant la durée d'exécution de la prestation, l'OFB se réserve le droit de récuser, pour des raisons motivées, un (ou des) intervenant(s) mentionné(s) dans la réponse du titulaire.

12.2 Obligations du pouvoir adjudicateur

Dès la notification d'un marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission ;
- communiquer au titulaire les coordonnées des titulaires des marchés déjà existants pouvant avoir un lien avec les prestations relatives au présent marché ;
- désigner un représentant de l'OFB chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire ;
- en cas de défaillance de l'interlocuteur, l'OFB s'engage à pourvoir à son remplacement dans les plus brefs délais.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

13 MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

13.1 Paiement

Conformément à l'article R2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1er jour du semestre) de la Banque centrale européenne (B.C.E) augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

13.2 Avance

Sans objet.

13.3 Modalités de facturation

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Les montants sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les factures transmises par voie électronique doivent se conformer aux obligations de l'article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3.

La facture comprend, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- date d'émission de la facture ;
- numéro de la facture ;
- la référence du marché (n°**2025-11**) ;
- l'objet du marché ;
- le n° et l'intitulé du lot ;
- la désignation succincte de la prestation exécutée ;
- le montant HT à payer ;
- le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- le montant TTC ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire ;

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Consécutivement à une mise en place progressive de la facturation électronique, la dématérialisation des factures devient obligatoire pour toutes les entreprises y compris pour les Très Petites Entreprises (T.P.E)² à partir du 1^{er} janvier 2020.

Les factures doivent donc être envoyées **sous forme dématérialisée** via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B), devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'O.F.B en tant que destinataire de la facture : **130 025 919 00015.** ;
- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture :
- Le numéro d'engagement. Il se présente selon le format suivant : format xxx/millésime/n° 7 caractères soit : EJ/001/2025/0000000.

Dans le cas où vous n'auriez pas ces informations, vous pourrez les demander au service prescripteur.

Pour des informations complémentaires, vous pouvez également consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

² Entreprise de moins de 10 salariés (< 10 salariés)

14 PENALITES

14.1 Calcul des Pénalités

Les pénalités pour retard, non-exécution, mauvaise exécution ou exécution partielle peuvent commencer à courir sur décision expresse du pouvoir adjudicateur, conformément aux stipulations de l'article 14 du CCAG-FCS et suivants.

Les dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, s'appliquent.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité
- V= la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.
- R = le nombre de jours de retard

14.2 Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L8222-6 du Code du Travail, l'OFB, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du Travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à l'OFB la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € par jour ouvré de retard.

En outre, en application d'un décret le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer dès connaissance du travail dissimulé constaté lors d'un contrôle et ce sans mise en demeure, une majoration de 25% du montant du redressement des cotisations et contributions sociales mises en recouvrement.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, l'OFB peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire dans les conditions prévues l'article 19 (résiliation) du présent cahier des clauses particulières.

14.3 Autres Pénalités

L'OFB pourra, dans les mêmes conditions, appliquer les pénalités suivantes :

Type de manquement	Montant pénalité TTC
Non-réalisation de l'opération de prélèvement	Forfait de 200 euros
Retard dans la communication, la mise à disposition ou la mise à jour du calendrier des opérations de prélèvements	Forfait 50 euros par jour de retard
Non communication du compte rendu succinct de terrain	Forfait de 25 euros par jour de retard
Non communication de la fiche terrain dont la fiche du point de prélèvement	Forfait de 100 euros par jour de retard
Non-respect du calendrier prévisionnel des opérations de prélèvements	Forfaitaire de 50 euros par modifications non justifiées du calendrier initial
Défaut de complétude des livrables définis à l'article III des 3 (trois) CCTP	Forfaitaire de 25 € par livrable incomplet
Non-respect des protocoles cités dans les CCTP	Forfaitaire de 100 euros par anomalie constatée
Non-respect des règles de sécurités	Forfaitaire de 100 euros par manquements

En cas de défaillance du titulaire, outre l'application d'éventuelles pénalités, l'administration se réserve le droit de faire exécuter sa commande par un autre prestataire, conformément à l'article 45.1 du CCAG-FCS.

14.4 Plafonnement des pénalités

Les pénalités visées ci-dessus sont cumulables et plafonnées à 10 % du montant total HT du bon de commande.

15 SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le Titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ainsi que des articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants du CCP.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du Marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du Marché, le Titulaire doit adresser au Pouvoir Adjudicateur, en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- une déclaration mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel maximum des sommes à verser directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant présenté postérieurement à la notification du Marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur (DC4).

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à la résiliation du Marché pour faute.

16 CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

16.1 Obligation de confidentialité

Les titulaires et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services des titulaires ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Les titulaires doivent informer, le cas échéant, ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

16.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

17 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le chapitre 6 du CCAG-FCS s'applique pour les prestations qui constituent l'objet de ce marché.

18 RESILIATION

Les stipulations applicables sont celles prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS relative à la résiliation du marché.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

19 ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES

Le titulaire produit dans les dix jours qui précèdent la notification du présent marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les certificats fiscaux et sociaux légalement exigibles sont transmis avant notification du présent marché et renouvelés suivant les périodicités légales à l'OFB.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

20 ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, les titulaires doivent contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Ils doivent justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'ils sont titulaires de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, les titulaires doivent être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

21 EVOLUTION DE LA SOCIETE REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

L'entrepreneur doit avertir l'OFB de toutes évolutions concernant sa vie sociale (changement de dirigeant, changement d'adresse du siège social, transformation de la société, redressement et liquidation judiciaire, etc.), retranscrites au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et/ou donnant lieu à une publication dans un journal d'annonces légales et/ou au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC).

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la poursuite de l'exécution ou la résiliation du marché se dérouleront conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

La résiliation du marché suite à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

22 LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Néanmoins, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R2197-1 à R2197-12 et D2197-13 à D2197-22 du CCP).

Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable et équitable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics³

Direction des Affaires Juridiques

Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS - Télédéc 353
75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20 / Télécopieur : 01.44.97.06.46
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Conformément aux articles R2197-23 et R2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, il est également possible de consulter le Médiateur des entreprises dont l'intervention est aussi gratuite :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630
77008 Melun Cedex
Téléphone : 01 60 56 66 30 / Télécopie : 01 60 56 66 10
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

23 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations sont les suivantes :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS
8	4.1

³ La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

Annexe 1

Lot	Détail	Sous-région marine	CCTP	Montant Prévisionnel ⁴ en € HT 2025-2026	Montant Prévisionnel en € HT 2026-2027	Montant Prévisionnel en € HT 2027-2028	Montant Prévisionnel en € HT 2028-2029	Montants maximum en € HT par lot Toutes périodes confondues
lot 1	ENI des substrats meubles Boulogne sur mer	Manche Mer du Nord	CCTP1	--	10 485,00 €	10 485,00 €	10 485,00 €	31 455,00 €
lot 2	ENI des substrats durs Boulogne sur mer	Manche Mer du Nord	CCTP2	--	3 990,00 €	3 990,00 €	3 990,00 €	11 970,00 €
lot 3	ENI zooplanctoniques Boulogne sur mer	Manche Mer du Nord	CCTP3	--	5 585,00 €	5 585,00 €	5 585,00 €	16 755,00 €
lot 4	ENI des substrats meubles du Havre	Manche Mer du Nord	CCTP1	--	4 585,00 €	4 585,00 €	4 585,00 €	13 755,00 €
lot 5	ENI des substrats durs du Havre	Manche Mer du Nord	CCTP2	--	3 990,00 €	3 990,00 €	3 990,00 €	11 970,00 €
lot 6	ENI zooplanctoniques du Havre	Manche Mer du Nord	CCTP3	--	4 585,00 €	4 585,00 €	4 585,00 €	13 755,00 €
lot 7	ENI des substrats meubles de Saint-Malo	Manche Mer du Nord	CCTP1	7 485,00 €	7 485,00 €	7 485,00 €	7 485,00 €	29 940,00 €
lot 8	ENI des substrats durs de Saint-Malo	Mers Celtiques	CCTP2	2 485,00 €	2 485,00 €	2 485,00 €	2 485,00 €	9 940,00 €
lot 9	ENI zooplanctoniques de Saint-Malo	Mers Celtiques	CCTP3	7 590,00 €	7 590,00 €	7 590,00 €	7 590,00 €	30 360,00 €
lot 10	ENI des substrats meubles des cultures de Roscoff	Mers Celtiques	CCTP1	--	6 585,00 €	6 585,00 €	6 585,00 €	19 755,00 €
lot 11	ENI des substrats durs des cultures de Roscoff	Mers Celtiques	CCTP2	--	2 090,00 €	2 090,00 €	2 090,00 €	6 270,00 €
lot 12	ENI zooplanctoniques des cultures de Roscoff	Mers Celtiques	CCTP3	--	4 585,00 €	4 585,00 €	4 585,00 €	13 755,00 €
lot 13	ENI des substrats meubles de Brest	Mers Celtiques	CCTP1	22 185,00 €	22 185,00 €	22 185,00 €	22 185,00 €	88 740,00 €
lot 14	ENI des substrats durs de Brest, Bretagne Nord et Sud	Mers Celtiques et Golfe de Gascogne	CCTP2	23 490,00 €	23 490,00 €	23 490,00 €	23 490,00 €	93 960,00 €
lot 15	ENI zooplanctoniques de Brest	Mers Celtiques	CCTP3	9 590,00 €	9 590,00 €	9 590,00 €	9 590,00 €	38 360,00 €
lot 16	ENI des substrats meubles des Pertuis charentais	Golfe de Gascogne	CCTP1	18 190,00 €	18 190,00 €	18 190,00 €	18 190,00 €	72 760,00 €
lot 17	ENI des substrats durs des Pertuis charentais	Golfe de Gascogne	CCTP2	4 490,00 €	4 490,00 €	4 490,00 €	4 490,00 €	17 960,00 €
lot 18	ENI zooplanctoniques des Pertuis charentais	Golfe de Gascogne	CCTP3	8 590,00 €	8 590,00 €	8 590,00 €	8 590,00 €	34 360,00 €
lot 19	ENI des substrats meubles du Bassin d'Arcachon	Golfe de Gascogne	CCTP1	6 590,00 €	6 590,00 €	6 590,00 €	6 590,00 €	26 360,00 €
lot 20	ENI des substrats durs du Bassin d'Arcachon	Golfe de Gascogne	CCTP2	4 285,00 €	4 285,00 €	4 285,00 €	4 285,00 €	17 140,00 €
lot 21	ENI zooplanctoniques du Bassin d'Arcachon	Golfe de Gascogne	CCTP3	7 590,00 €	7 590,00 €	7 590,00 €	7 590,00 €	30 360,00 €
lot 22	ENI des substrats meubles du Golfe du Lion	Méditerranée Ouest	CCTP1	5 485,00 €	5 485,00 €	5 485,00 €	5 485,00 €	21 940,00 €
lot 23	ENI des substrats durs du Golfe du Lion	Méditerranée Ouest	CCTP2	1 585,00 €	1 585,00 €	1 585,00 €	1 585,00 €	6 340,00 €
lot 24	ENI zooplanctoniques du Golfe du Lion	Méditerranée Ouest	CCTP3	3 590,00 €	3 590,00 €	3 590,00 €	3 590,00 €	14 360,00 €
lot 25	ENI des substrats meubles de Marseille Fos	Méditerranée Ouest	CCTP1	--	8 490,00 €	8 490,00 €	8 490,00 €	25 470,00 €
lot 26	ENI des substrats durs de Marseille Fos	Méditerranée Ouest	CCTP2	--	5 390,00 €	5 390,00 €	5 390,00 €	16 170,00 €
lot 27	ENI zooplanctoniques de Marseille Fos	Méditerranée Ouest	CCTP3	--	6 590,00 €	6 590,00 €	6 590,00 €	19 770,00 €
lot 28	ENI des substrats meubles de Corse	Méditerranée Ouest	CCTP1	5 490,00 €	5 490,00 €	5 490,00 €	5 490,00 €	21 960,00 €
lot 29	ENI des substrats durs de Corse	Méditerranée Ouest	CCTP2	2 490,00 €	2 490,00 €	2 490,00 €	2 490,00 €	9 960,00 €
lot 30	ENI zooplanctoniques de Corse	Méditerranée Ouest	CCTP3	9 590,00 €	9 590,00 €	9 585,00 €	9 585,00 €	38 350,00 €
Totaux				150 790,00 €	217 740,00 €	217 735,00 €	217 735,00 €	804 000,00 €

⁴ Montants prévisionnels par période et non contractuels